



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Territoriales**

## **Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale**

**relatif à l'exploitation de la carrière de grès quartzite  
par la société S.A.S CARRIÈRES DE GUITTERNEL  
au lieu-dit « Guitternel » à SÉVIGNAC**

**Le Préfet des Côtes-d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des Installations Classées et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

**Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2020 approuvant le schéma régional des carrières de Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2004 permettant l'exploitation de la carrière de Guitternel située sur la commune de Sévignac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2013 qui encadre les rejets aqueux de substances métalliques (fer, aluminium, manganèse) sur la carrière de Guitternel ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2024 autorisant à prolonger la durée d'exploitation de la carrière ;

**Vu** la demande du 28 février 2023, complétée le 15 décembre 2023, présentée par la société S.A.S. Carrières de Guitternel, pour l'extension et le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière au lieu-dit «Guitternel» à SEVIGNAC ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale du 7 mars 2024 ;

**Vu** la décision du 25 avril 2024 du président du tribunal administratif de RENNES, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 mai 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du lundi 17 juin 2024 au vendredi 19 juillet 2024 inclus, soit une durée de 33 jours ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de l'avis au public ;

**Vu** les avis émis par les communes concernées ;

**Vu** le registre d'enquête, le mémoire en réponse du pétitionnaire du 1<sup>er</sup> août 2024 et l'avis du commissaire enquêteur du 18 août 2024 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions du 25 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie le 5 novembre 2024 dans sa formation « Carrières », au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 5 novembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la lettre du pétitionnaire du 7 novembre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**Considérant** que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations Classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté ;

**Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial pour prévenir les risques pour la santé du voisinage et correspondant à l'usage des techniques actuellement disponibles afin de respecter les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par l'exploitant ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des contributions des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, la surveillance du site et l'intervention en cas d'accident ou de pollution, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

**Considérant** que l'exploitant s'engage à mettre en place une instance de concertation ;

**Considérant** que la frange supérieure des fronts d'exploitation au nord du site, accueillant la reproduction du faucon pèlerin, sera conservée ;

**Considérant** le renforcement de prescriptions sur le suivi des retombées de poussières en cas de nuisances liées à celles-ci ;

**Considérant** que l'exploitation de la carrière génère des eaux acides chargées en métaux tels que le fer, l'aluminium et le manganèse, nécessitant un traitement avant rejet dans le milieu naturel ;

**Considérant** que l'exploitant met en œuvre un traitement des eaux acides par neutralisation du pH et décantation, permettant de respecter les valeurs limites d'émission ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2013 fixe une valeur limite d'émission pour le manganèse à 1 mg/L, mais que l'exploitant a démontré que ce seuil n'est plus pertinent au regard des évolutions réglementaires, des capacités techniques actuelles et par des arguments technico-économiques ;

**Considérant** l'absence de norme de qualité environnementale pour le paramètre manganèse ;

**Considérant** l'étude régionale en cours de réalisation par les fédérations professionnelles, dont les résultats sont attendus pour 2026, relative à la caractérisation et prise en compte du fond géochimique breton dans l'examen de la compatibilité des rejets aqueux des carrières avec le milieu récepteur et relative aux solutions technico-économiques de traitement ;

**Considérant** la nécessité d'actualiser régulièrement l'étude des solutions de traitement au regard des conclusions de l'étude régionale et de l'évolution des normes réglementaires relatives aux paramètres caractéristiques des rejets ;

**Considérant** que les analyses hydrobiologiques réalisées par l'exploitant indiquent une qualité des eaux et des habitats du ruisseau du Pont des Maffrais bonne à très bonne ;

**Considérant** que l'étude d'acceptabilité environnementale conclut qu'une concentration en manganèse de 8,7 mg/L dans les effluents est compatible avec le milieu récepteur, avec les données actuelles, et n'altère pas les objectifs de qualité assignés au cours d'eau ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'encadrer les rejets de la carrière par des prescriptions adaptées, garantissant la protection de l'environnement tout en tenant compte des contraintes technico-économiques de l'exploitant ;

**Considérant** qu'il est opportun de prescrire des mesures de surveillance renforcée des rejets et du milieu récepteur ;

**Considérant** que la gestion des boues issues du traitement des eaux doit être encadrée pour prévenir tout risque de pollution des sols et des eaux ;

**Considérant** que ce projet est compatible avec le schéma régional des carrières ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

## **ARRÊTE**

### **1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SAS CARRIERES DE GUITTERNEL dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Pont de Pierre » - 22510 BREHAND, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à étendre et à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de grès quartzite située au lieu-dit « Guitternel » sur la commune de SEVIGNAC, comportant les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions des actes suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2004 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2013 permettant d'encadrer les rejets aqueux de substances métalliques (fer, aluminium, manganèse) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2024 autorisant à prolonger la durée d'exploitation de la carrière.

##### **1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou à enregistrement**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### **1.2. NATURE DES INSTALLATIONS**

##### **1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>Rubrique Alinéa</b>	<b>Régime (1)</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature de l'installation – Volume autorisé</b>
2510-1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Emprise totale du périmètre autorisé : 40 ha 47 a 77 ca  Production maximale : 500 000 tonnes/an

Rubrique Alinéa	Régime <sup>(1)</sup>	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation – Volume autorisé
2515-1a	E	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels : <i>Puissance installée supérieure à 200 kW</i>	Puissance des installations fixes : 1 000 kW (les unités primaire, secondaire et tertiaire, l'installation de reconstitution et de lavage des gravillons)  Puissance de l'installation mobile de concassage-criblage : 250 kW.  <b>Puissance installée maximale de 1 250 kW</b>
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques : <i>Superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m<sup>2</sup></i>	Station de transit d'une <b>superficie de 50 000 m<sup>2</sup></b>
2720-2	A	Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales et de l'exploitation de carrières. <i>Déchets non dangereux non inertes</i>	Bassin de stockage des boues non inertes produites par le traitement des eaux acides
4737-1c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (dont gazoles) Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations &gt; 50 t</i>	Capacité de stockage : - 1 cuve de 50 m <sup>3</sup> de GNR ; - 1 cuve de 50 m <sup>3</sup> de Gasoil. Soit au <b>total 85 tonnes</b> avec une densité de 0,845 t/m <sup>3</sup>

<sup>(1)</sup> Régime : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration Contrôlée)

### 1.2.2. Nomenclature loi sur l'eau

Les activités suivantes sont classables au titre de la loi sur l'eau en application de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement qui définit la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement.

Rubrique	Régime <sup>(1)</sup>	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <i>1° Supérieure ou égale à 20 ha</i>	Surface considérée : environ 28,4 ha
3.2.3.0	A	Plans d'eau (permanents ou non) dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau résiduel : 6 ha

### 1.2.3. Localisation de la carrière et des installations

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 40 ha 47 a 77 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral en annexe au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées.

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficie autorisée
SEVIGNAC	Gutternel	Voir le plan et le registre parcellaire joints au présent arrêté (Annexes 1 et 2)	40 ha 47 a 77 ca

### 1.2.4. Épaisseur d'extraction autorisée

Aucune extraction n'est autorisée en dessous de **60 m NGF** à l'exception du bassin de fond de fouille où un sur-creusement sera nécessaire pour l'aménager.

## 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité par un tiers un audit de conformité de son installation aux exigences du présent arrêté et du dossier de demande dans un délai de deux ans après sa mise en service. Ce rapport d'audit est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour **une durée de 30 ans** à compter de la notification du présent arrêté. La remise en état du site est incluse dans la durée d'autorisation d'exploiter.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## 1.5. CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, et pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, l'état dans lequel doit être remis le site et l'usage à prendre en compte sont détaillés ci-après et selon les modalités prévues.

### 1.5.1. Mise en sécurité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, et conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification est accompagnée d'un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site ;

et indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- l'évaluation des risques de glissement des stockages de déchets de toute nature afin d'éviter un accident majeur ;
- des limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;
- la mise en sécurité des fronts de taille qui seront purgés et talutés en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation ;
- les interdictions et limitations d'accès au site. À ce titre, les accès aux abords des zones dangereuses (risque de chute, noyade, enlèvement...) doivent être interdits par une clôture solide et pérenne, ou un dispositif équivalent. Des panneaux avertissent du danger ;
- la neutralisation des énergies (gaz naturel, électricité,...) en cas de démantèlement des installations de traitement ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement et, le cas échéant, les mesures de maîtrise des risques associées.

#### **1.5.2. Remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre le site dans un état qui ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, tout en permettant l'usage futur du site tel que déterminé dans les dossiers de demande d'autorisation.

La remise en état du site se fait en parallèle de l'exploitation de la carrière.

Les usages futurs prévus selon les secteurs :

- Espaces boisés (superficie de 9ha à la cote de 105 m NGF)
  - Aménagement d'espaces boisés sur la plateforme de remblais
  - Ces espaces seront en continuité avec les boisements existants le long du ruisseau du Pont des Maffrais et autour de l'Étang de Rochereuil.
- Plan d'eau et mares (superficie de 6,5 hectares à la cote de 100 m NGF)
  - Création d'un plan d'eau principal résultant de la fosse d'extraction située au sud-est du site.
  - Aménagement de bassins aménagés en mares.

## **1.6. GARANTIES FINANCIÈRES**

### **1.6.1. Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) et les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes (verses et fosses) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Les garanties financières doivent également permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par :

- la surveillance des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière lorsqu'elles sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur à la suite d'une défaillance ou d'une mauvaise exploitation, tel que l'effondrement d'une verse ou la rupture d'une digue ;

- l'intervention en cas d'effondrement de versants ou de rupture de digues constituées de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'industrie extractive lorsque les conséquences sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur.

### 1.6.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les modalités de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, sur la base d'une remise en état coordonné à l'exploitation.

Phase d'exploitation	Montant des garanties financières
Phase 1 (0-5 ans)	702 907,00 €
Phase 2 (5-10 ans)	638 019,00 €
Phase 3 (10-15 ans)	608 785,00 €
Phase 4 (15-20 ans)	647 077,00 €
Phase 5 (20-25 ans)	632 668,00 €
Phase 6 (25-30 ans)	578 132,00 €

*Calcul avec indice TP01 base 2010 d'août 2022 (valeur 128,9) et TVA à 20 %*

Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières doit être actualisé au moins tous les cinq ans. Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

### 1.6.3. Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement, dès la mise en exploitation du site.



## 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### 2.1. AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

#### 2.1.1. Information des tiers

Avant le début de l'exploitation de l'extension et deux mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux indiquant, en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation préfectorale,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

### 2.2. CONDUITE D'EXPLOITATION

#### 2.2.1. Décapage des terrains

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage. Le décapage doit être réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler aux stériles les terres végétales constituant l'horizon humifère. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la réalisation des merlons périphériques et pour la remise en état du site. La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. À ce titre, le dépôt des horizons humifères ne doit pas présenter une hauteur supérieure à 2 mètres. Les stockages des terres végétales doivent être ensemencées de manière à éviter les risques d'érosion et de ravinement et de transfert vers les cours d'eau.

#### 2.2.2. Patrimoine archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des Installations Classées.

#### 2.2.3. Principe d'exploitation

La conduite de l'exploitation est effectuée selon le principe repris dans les tableaux ci-dessous et les plans de phasage et de remise en état en annexes du présent arrêté.

Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Phases	Progression des activités et Aménagements
<b>Phase 1</b> <b>(0 – 5 ans)</b> <b>Extraction</b>	Avancée des fronts d'extraction vers le sud-est jusqu'à la cote 60m NGF. Progression de la zone de remblais vers le sud-est.
<b>Phase 2</b> <b>(5 – 10 ans)</b> <b>Extraction</b>	Poursuite de la progression des fronts de tailles et de la zone de remblais vers le sud-est jusqu'à la cote 60m NGF.
<b>Phase 3</b> <b>(10 – 15 ans)</b> <b>Extraction</b>	Poursuite de la progression des fronts de tailles et de la zone de remblais vers le sud-est jusqu'à la cote 60m NGF. Élévation de la partie ouest de la zone de remblais de 100 à 105 m NGF.

Phases	Progression des activités et Aménagements
<b>Phase 4 (15 – 20 ans) Extraction</b>	Poursuite de la progression des fronts de tailles et de la zone de remblais vers le sud-est jusqu'à la cote 60m NGF.
<b>Phase 5 (20 – 25 ans) Extraction</b>	Poursuite de la progression des fronts de tailles et de la zone de remblais vers le sud-est jusqu'à la cote 60m NGF. Approfondissement de la partie sud-est du site jusqu'à 75 m NGF.
<b>Phase 6 (25 – 30 ans) Extraction et Remise en état finale</b>	Poursuite de la progression des fronts de tailles et de la zone de remblais vers le sud-est jusqu'à la cote 60m NGF. Approfondissement de la partie sud-est du site jusqu'à 60 m NGF. Remise en état finale du site

L'extraction des matériaux doit être effectuée par création de gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres chacun, séparés par une banquette horizontale d'une largeur pendant la phase d'extraction qui ne devra pas être inférieure à 10 mètres lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules. Cette largeur pourra être réduite à 5 mètres au minimum en phase finale d'exploitation sous réserve de pouvoir mettre en place un piège à cailloux ou un dispositif équivalent suffisamment efficace et de garantir la bonne stabilité des fronts associés.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

## 2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

## 2.4. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie sur un fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,
- les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond des fouilles, du sommet de la verse, ...),

- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,
- le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...).

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **2.5. INSTANCE DE CONCERTATION**

Une instance de concertation est mise en place par l'exploitant, qui en assure la gestion. Elle pourra notamment être composée :

- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des collectivités territoriales : commune de SEVIGNAC, Communauté d'Agglomération Lamballe Terre & Mer;
- d'un représentant de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Arguenon et de la Baie de la Fresnaye ;
- des représentants des riverains ;
- des représentants d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ;
- et, à la demande, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL).

L'instance de concertation est placée sous la présidence de l'exploitant et du maire de SEVIGNAC.

Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés, préalablement à l'instance, un dossier qui comprend :

- une notice de présentation de l'installation ;
- un bilan des analyses et des suivis environnementaux du site réalisés dans le cadre du présent arrêté, notamment sur le bruit, les poussières, les eaux et le milieu aquatique, les vibrations.

L'instance de concertation se réunit annuellement, l'exploitant y présente ce bilan et les actions menées au cours de l'année écoulée et si nécessaire procède à une visite du site de la carrière.

## 3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

### 3.1. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

#### 3.1.1. Limitation des envols de poussières

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.
- Équiper les concasseurs, broyeurs, cribles et les convoyeurs d'un bardage et d'aspirateurs en sortie de chaque concasseur/broyeur.
- Limiter la vitesse des engins et véhicules à 30 km/h sur le site.
- En période sèche, réaliser des aspersions d'eau sur :
  - les pistes de circulation de la carrière,
  - les installations de traitement, notamment les broyeurs de l'installation, le tapis du 0/250 et le tapis de grélures.

#### 3.1.2. Mesures des retombées de poussières

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place, conformément aux emplacements des stations de mesures présentés sur le plan annexé à l'arrêté :

- Guitternel.
- Le Mézeray.
- À hauteur de la parcelle OH 1101 commune de Sévignac, le long du chemin longeant la carrière au sud, situé entre l'étang de Rochereuil et s'éloignant vers l'est sur environ 400 mètres le long de la carrière.
- À hauteur de la parcelle ZB55 commune de Rouillac, à proximité de l'étang de Rochereuil.
- Localisation du point témoin : au sud-est de la carrière.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par des jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi garantit la représentativité des échantillons prélevés ainsi que la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ . Les campagnes de mesure ont une durée de trente jours.

#### Objectif à atteindre :

L'objectif à atteindre est de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches des riverains ou des personnes sensibles) du plan de surveillance.

#### Fréquence des mesures :

- Si, à l'issue de **huit campagnes consécutives**, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence des campagnes, initialement trimestrielle, pourra devenir **semestrielle**.

- Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence redeviendra **trimestrielle** pendant huit campagnes consécutives, après quoi elle pourra être réévaluée dans les mêmes conditions.

Chaque campagne de mesures de retombées de poussières fait l'objet d'un rapport tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de dépassement de la valeur objectif, l'exploitant doit informer sans délai l'Inspection des Installations Classées et mettre en œuvre des mesures correctives appropriées.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu à de nouvelles stations de mesures, situées au droit des habitations sous les vents dominants.

---

## 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### 4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement

des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 4.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

### Origine des approvisionnements en eau

Les eaux nécessaires aux besoins de l'exploitation (hors eaux sanitaires) sont collectées uniquement en fond de fouille.

## 4.3. REJETS

### Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent à un point de rejet unique présentant les caractéristiques suivantes (cf. plan du circuit des eaux en annexe) :

Point de rejet vers le milieu récepteur	
Localisation	X : 303 350 m Y : 6 815 780 m
Nature des effluents	Eaux pluviales et eaux d'exhaure provenant de la zone d'extraction, collectées depuis un bassin de fond de fouille
Débit de rejet	Débit de rejet maximal : - 60 m <sup>3</sup> /h entre le 1er novembre et le 31 mai, - 30 m <sup>3</sup> /h en juin et octobre, - 20 m <sup>3</sup> /h en juillet, - 10 m <sup>3</sup> /h en août et septembre,

Point de rejet vers le milieu récepteur	
Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Ruisseau du Pont Maffray, en amont de l'étang de Rochereuil
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	Les eaux sont collectées vers un bassin de fond de fouille, puis dirigées vers une unité de traitement des eaux acides comprenant une correction du pH et des bassins de décantation pour la sédimentation des matières en suspension.
Confinement	Le système de rejet est équipé d'un dispositif permettant la fermeture de l'exutoire au point de rejet en cas de nécessité.

## 4.4. SURVEILLANCE DES EAUX

### 4.4.1. Surveillance des eaux rejetées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur et après leur épuration, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies. Les rejets ne doivent en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière
Température	30 °C
pH	6,5 – 8,5
Matières en suspension (MES)	25 mg/L
Demande chimique en oxygène (DCO)	30 mg/L
Hydrocarbures totaux	1 mg/L
Fer (Fe)	1 mg/l
Aluminium (Al)	1,5 mg/l
Manganèse (Mn)	8,7 mg/L

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont à respecter sur tout échantillon représentatif, prélevé proportionnellement au débit sur une période de vingt-quatre heures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

### Réduction des concentrations en métaux

L'étude régionale relative à la caractérisation et la prise en compte du fond géochimique breton pour l'examen de la compatibilité des rejets aqueux des carrières avec le milieu récepteur et relative aux solutions technico-économiques de traitement, en cours de réalisation par les fédérations professionnelles, est attendue pour début 2026.

En cohérence avec les conclusions de cette étude, l'exploitant devra mettre à jour dans un délai de deux ans à compter de la remise de l'étude régionale, et au plus tard 3 ans à compter de la signature de l'arrêté préfectoral :

- l'étude d'acceptabilité des rejets. Celle-ci sera ensuite actualisée en cas de mise à jour ou de création de nouvelles normes de qualité environnementales ;

- l'étude technico-économique sur les possibilités de traitement des métaux. Celle-ci devra étudier toute technologie de traitement (physico-chimique, phyto-épuratoire, traitement passif, etc.) et sera actualisée tous les 5 ans.

Ces études, ainsi que le plan d'actions en découlant, sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant chaque échéance.

#### **Fréquence des analyses :**

L'exploitant procède à des contrôles de l'ensemble des paramètres définis au chapitre « 4.4.1. Surveillance des eaux rejetées », en fonction des fréquences suivantes :

- pH et débit du rejet : mesures continues ;
- Matières en suspension (MES), Demande Chimique en Oxygène (DCO), hydrocarbures, fer, aluminium et manganèse : mesures mensuelles.

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures.

En cas de non-conformité, les résultats sont adressés dans le délai de quinze jours à l'Inspection des installations classées, accompagnés d'un plan d'action pour y remédier.

Les résultats de ces contrôles sont télédéclarés via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Autosurveillance Fréquente).

L'exploitant procédera également à un contrôle semestriel :

- en amont,
- en aval du rejet sur le ruisseau,
- à 7 km en aval du rejet sur le ruisseau.

Cette surveillance porte sur les paramètres suivant : pH, fer, aluminium, manganèse et Matières en suspension (MES).

#### **Système de contrôle des rejets :**

Le dernier bassin doit être équipé d'un dispositif permettant d'interrompre les rejets vers le milieu naturel et de contenir l'intégralité des eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement ou de pollution.

Un système de contrôle en continu est mis en place pour les paramètres suivants :

- pH
- Débit

Ce système doit être équipé d'alarmes déclenchées sans délai en cas de dépassement des limites fixées pour le pH, entraînant automatiquement l'arrêt immédiat du rejet en cas de non-conformité.

L'exploitant doit mettre en place une procédure de suivi et de maintenance de ces équipements, avec un enregistrement écrit des contrôles et interventions réalisés chaque jour ouvrable.

#### **Mesures en cas de dépassement :**

En cas de dépassement d'un des paramètres des valeurs limites, l'exploitant doit :

- analyser les causes du dépassement.
- mettre en œuvre sans délai les mesures correctives nécessaires.
- informer sans délai l'Inspection des Installations Classées.

#### **Dispositions en cas d'impossibilité de rejet :**

En cas d'impossibilité de rejet (pollution accidentelle ou non respect des valeurs limites), l'exploitant doit disposer des moyens nécessaires pour confiner les eaux sur le site, notamment :

- arrêt des pompes d'exhaure et maintien des eaux polluées en fond de fouille en vue de leur traitement.



- fermeture de l'exutoire pour confiner les eaux dans le bassin terminal.
- mise en œuvre des mesures de traitement ou d'évacuation appropriées.
- informer sans délai l'Inspection des Installations Classées.

#### **4.4.2. Suivi hydrobiologique du milieu récepteur**

L'exploitant réalise un suivi hydrobiologique du ruisseau du Pont des Maffrais de :

- **l'Indice Biologique Global Normalisé :**
  - **Fréquence du suivi :** Tous les trois ans.
  - **Localisation des deux points de contrôles :**
    - en amont,
    - en aval immédiat du point de rejet.
- **l'Indice Biologique Diatomées (IBD) :**
  - **Fréquence du suivi :** Semestrielle (basses et hautes eaux) sur les quatre premières années puis une fois tous les trois ans
  - **Localisation des deux points de contrôles :**
    - en amont,
    - en aval immédiat du point de rejet.

En cas de constatation d'impact du milieu par les rejets de la carrière (différences significatives de la qualité du ruisseau entre l'amont et l'aval du point de rejet), les résultats sont adressés dans le délai de quinze jours à l'Inspection des installations classées, accompagnés d'un plan d'action pour y remédier.

Les résultats des suivis hydrobiologiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **4.4.4. Gestion et stockage des boues issues du traitement des eaux acides**

Les boues issues du traitement des eaux acides doivent être stockées dans un bassin dédié, conçu et aménagé de manière à prévenir tout risque de pollution des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface.

Le bassin doit être étanche, avec un fond et des parois imperméables, et entretenu régulièrement pour maintenir son intégrité.

**L'exploitant doit procéder à une vérification avant tout apport de l'intégrité du bassin de stockage des boues** pour éviter tout débordement ou fuite. Il doit notamment :

- vérifier l'état des parois afin de s'assurer de l'absence de fissures, d'érosion ou de signes de défaillance structurelle pouvant compromettre l'étanchéité du bassin.
- évaluer la capacité de stockage restante. Il doit anticiper toute saturation du bassin et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout risque de débordement.

#### **4.4.5. Surveillance des puits et forages**

En cas de signalement sur des ouvrages situés en périphérie du site, l'exploitant réalise un suivi piézométrique des puits ou forages concernés.

En cas d'assèchement, de baisse manifeste de production de ces ouvrages ou de modification de la qualité de leurs eaux **imputables aux activités du site**, l'exploitant doit proposer et mettre en œuvre des solutions alternatives appropriées. L'emplacement des puits et des forages concernés ainsi que les mesures prises sont portés à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

### **4.5. SURVEILLANCE DES ZONES HUMIDES**

L'exploitant met en place un suivi annuel des fonctionnalités écologiques et hydrologiques des zones humides présentes aux abords du site pendant les cinq premières années d'exploitation. Ce suivi est mis en corrélation avec la surveillance de la nappe phréatique, le débit du ruisseau du Pont des Maffrais et les activités de la carrière.

De plus, l'exploitant réalise un suivi piézométrique trimestriel en périphérie du secteur d'exploitation pour connaître l'évolution du niveau de la nappe phréatique.

En cas de dégradation des fonctionnalités de ces zones humides imputable à l'exploitation, le suivi est poursuivi et l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures correctives appropriées.

Tous les rapports de suivi sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## **4.6. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

### **4.6.1. Ravitaillement des engins de chantier et véhicules du site**

Le ravitaillement en carburant doivent être réalisés de manière à éviter les écoulements. Ils doivent être réalisés sur une aire étanche équipée d'un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un dispositif décanteur-séparateur d'hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un décanteur-séparateur à hydrocarbures suffisamment dimensionné, avant rejet dans le milieu naturel. À l'exception des engins à chenilles, aucun ravitaillement d'engins n'est autorisé en dehors de cette aire, notamment dans la zone d'extraction. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

### **4.6.2. Entretien des bassins de collecte et de décantation et tampon, et des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures**

Les bassins de collecte et de décantation doivent être curés régulièrement afin de garantir leur fonctionnement.

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire. Ce nettoyage consiste :

- pour le décanteur, en la vidange des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement,
- pour le séparateur d'hydrocarbures, en la vidange des hydrocarbures ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi de nettoyage des bassins de collecte, de décantation et tampon ainsi que des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.

### **4.6.3. Entretien des engins de chantier et véhicules du site**

L'entretien des engins de chantier doit être réalisé uniquement au niveau de l'atelier dédié à cet usage. Seul l'entretien mécanique est autorisé, aucune opération de peinture n'est autorisée. Les stockages d'huiles neuves et usagées doivent être aériens. Aucun stockage enterré n'est autorisé.

---

## 5 – PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

---

### 5.1. MESURES POUR LA PROTECTION DES HABITATS, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de suivi nécessaires pour assurer la pérennité de la cohabitation entre l'activité de la carrière et la nidification du faucon pèlerin, ainsi que pour garantir le maintien de la biodiversité sur le site et ses abords, à savoir :

- **Conserver le site de reproduction du faucon pèlerin :**
  - Protection renforcée du nid pendant la période de reproduction du faucon pèlerin (de fin février à fin juin), en évitant toute perturbation sur les parois rocheuses utilisées par l'espèce,
  - Maintenir la frange supérieure des fronts d'exploitation au nord de la carrière, identifiés comme sites de reproduction,
  - Les remblais ne seront réalisés qu'à 15 mètres en dessous du site de reproduction pour éviter toute gêne.
- **Sensibiliser le personnel du site :**
  - Campagne de sensibilisation auprès du personnel pour rappeler les mesures de conservation nécessaires et les risques de perturbation,
  - Affichage de consignes spécifiques sur le site pour informer de la présence du Faucon pèlerin et des comportements à adopter.
- **Le suivi naturaliste du faucon pèlerin et le suivi écologique du site :**
  - **Le suivi naturaliste du faucon pèlerin :**

Au moins une fois par an, au printemps, un expert ornithologue doit vérifier que les mesures mises en place pour le faucon pèlerin sont correctement appliquées et efficaces. Il a pour mission de :

    - S'assurer du respect des prescriptions de préservation,
    - Suivre l'évolution de l'espèce sur la carrière,
    - Adapter et proposer des actions correctives si nécessaire en fonction des observations réalisées.
  - **Le suivi écologique du site :**

**Le suivi écologique du site** est couplé avec le suivi naturaliste du faucon pèlerin. Il a quant à lui pour objectif de :

    - Vérifier l'efficacité des mesures environnementales mises en place,
    - Garantir le maintien de la biodiversité sur le site et ses abords.

Le premier suivi écologique du site a pour objectif de définir un protocole reproductible pour les suivis ultérieurs :

    - Définition d'une méthodologie précise,
    - Identification des sites d'observation et des espèces cibles,
    - Sélection des indicateurs écologiques à suivre,
    - **Objectif :** permettre une comparaison fiable de l'évolution du site dans le temps lors des suivis ultérieurs.

Le rapport annuel du suivi naturaliste et écologique est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## 6 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 6.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'installation est autorisée à fonctionner de 6 heures à 20 heures du lundi au vendredi, et quelques samedis dans l'année pour la maintenance ou pour garantir la production lors de chantiers de plus grandes importances.

### 6.2. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées, qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, telles que prévues dans son dossier, à savoir :

- Conserver les écrans paysagers existants, et notamment les merlons et haies bocagères, localisées sur l'ensemble de la limite d'emprise du site ;
- Régaler, dans la mesure du possible, de terre végétale sur les stockages de remblais ayant atteint leur géométrie finale, afin de permettre la recolonisation des remblais par la végétation.

### 6.3. NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### 6.3.1. Valeurs limites d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### 6.3.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site d'exploitation (carrière et installations de traitement) les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

### 6.3.3. Auto-surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est réalisée dans le mois suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les ans, à minima, sur les points de contrôles mentionnés ci-dessous :

- zones à émergences réglementées :
  - La Douve ;
  - Le Mezeray ;
  - La Côte de Guitternel ;
  - La Maisonnnette à proximité de l'ancien camping.
- un point en limite de périmètre situé à proximité des installations de traitement.

Cette auto-surveillance des niveaux sonores doit être réalisée en période de jour et en période de nuit si les activités de la carrière débutent sur la tranche horaire 6h-7h dans l'année civile afin de s'assurer du respect des seuils réglementaires en période nocturne.

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, traitement,...). Le compte-rendu des mesures, tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées, doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

Dans le cas de dépassements des valeurs réglementaires d'émissions au droit des habitations riveraines au cours d'une campagne de mesures, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour limiter les émissions et doit réaliser un nouveau contrôle, au cours de la même année, pour juger de l'efficacité de ces mesures.

### 6.3.4. Tirs de mines – Suppression acoustique aérienne

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations des tiers.

### 6.3.5. Mesures particulières

Dès le début des activités, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- entretien régulier des engins, des pistes et des installations ;
- maintien du bardage des installations de traitement ;
- maintien des merlons périphériques faisant office de merlons anti-bruit en direction des zones habitées périphériques ;
- utilisation de convoyeurs à bande pour alimenter l'installation secondaire depuis le primaire ;
- utilisation d'avertisseurs sonores « cri du lynx » à la place de bips de recul pour les engins ;

## **6.4. TIRS DE MINES ET VIBRATIONS**

### **6.4.1. Caractéristiques des tirs**

Les dispositifs d'abattage à l'explosif, et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés.

### **6.4.2. Valeurs limites**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

On entend par « constructions avoisinantes » les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

### **6.4.3. Information des riverains et de l'Administration**

Avant chaque tir, l'exploitant doit prévenir au moins 24 heures à l'avance la mairie de SEVIGNAC, les riverains souhaitant être informés du tir et l'Inspection des Installations Classées selon les modalités définies avec les parties intéressées (courrier, courriel, appel téléphonique, affichage en mairie,...) du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

De même, l'imminence du tir fait l'objet d'un signal sonore spécifique. Une procédure interne, doit être mise en place à cette fin par l'exploitant et appliquée scrupuleusement.

### **6.4.4. Mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant doit mettre en œuvre ses mesures de maîtrise des risques lors de la réalisation des tirs de mine, et notamment :

- L'amorçage des tirs de mines sera systématiquement réalisé en fond de trous. Cette technique permet un ébranlement du front miné à partir de sa base et de limiter ainsi les projections verticales susceptibles de retomber hors de la zone d'extraction.
- Lorsque les tirs de mines seront réalisés au niveau des fronts de taille identifiés à risque (fronts pour lesquels une projection accidentelle de roche serait susceptible de sortir du site), la géométrie de tir sera spécifiquement adaptée afin d'orienter la trajectoire d'éventuelles projections vers l'intérieur de la zone d'extraction et/ou du périmètre du site.

### **6.4.5. Auto-surveillance des niveaux de vibrations**

Une mesure de vibrations et de la surpression acoustique aérienne est effectuée, à chaque tir de mines, par un organisme ou une personne qualifiée à hauteur de l'habitation « Mezeray » ou « la côte de Guitternel » ou sur un point variable en fonction des extractions ou des demandes des riverains.

Des mesures complémentaires peuvent être réalisées dans les cas suivant :

- une plainte est déposée,
- l'Inspection des Installations Classées en fait la demande, sans autre nécessité de justification.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation,...) ainsi que les résultats des mesures de vibrations et de surpression aérienne. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## 6.5. INFRASTRUCTURES ET AMÉNAGEMENTS

Afin de limiter l'impact de l'installation sur l'environnement et d'assurer la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur du site, l'exploitant doit prévoir les infrastructures et aménagements suivants :

- **Le trafic routier externe à l'installation :**
  - Élaborer un plan de circulation du trafic routier externe à l'installation. Ce plan est élaboré en concertation avec les autorités concernées (Mairie de Sévignac, Conseil Départemental des Côtes d'Armor) afin de proposer des trajets préférentiels pour les poids lourds, à l'aller comme au retour, dans le but de limiter les croisements et de fluidifier le trafic.
  - L'exploitant s'engage dans une démarche d'amélioration visant à améliorer la signalisation routière sur les différents axes en sortie de carrière, y compris le cas échéant de l'installation de nouveaux panneaux d'avertissement adaptés.
  - Ce plan de circulation du trafic externe est affiché en sortie de carrière dès le début des activités et distribués aux chauffeurs.
  - Maintenir le double fret (transport combiné de matériaux inertes et de granulats) pour la majorité des transports, afin de réduire le trafic routier associé à l'exploitation du site.
- **L'accès à la carrière :**
  - Entretenir régulièrement la signalisation de la sortie du site.
  - Maintenir une sortie du site suffisamment dimensionnée et aménagée pour permettre une bonne visibilité sur la voie communale.
  - Le balayage, nettoyage de la voirie en tant que de besoin.
  - Installer une signalisation appropriée sur la voie communale indiquant l'accès à la carrière, notamment un panneau «Sortie de carrière» pour avertir les usagers de la présence de poids lourds.
  - Maintenir l'enrobé sur la piste de sortie de la carrière d'une longueur d'au moins 400 mètres. Cet enrobé a pour objectif de permettre le décroûtage des roues des poids-lourds. Cette voie est régulièrement nettoyée pour maintenir cette fonctionnalité.
- **Sécurité du site :**
  - Fermeture du site à clé (portail) en dehors des horaires d'ouverture pour prévenir toute intrusion.
  - Le site doit être entièrement clos (clôture, merlons, boisements ou végétation dissuasive) pour garantir la sécurité des personnes et des biens.
- **Suivi et concertation :**
  - L'exploitant doit participer aux réunions de l'instance de concertation et y présenter le suivi des actions menées concernant les aménagements routiers et les mesures de sécurité.
  - Il doit également maintenir un dialogue régulier avec les autorités locales pour adapter les mesures en fonction des besoins et des évolutions de la circulation.

## 6.6. MOYENS DE PRÉVENTIONS ET D'INTERVENTION

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Le confinement des eaux incendie est effectué au sein des bassins de décantation, par manœuvre de la vanne de fermeture de rejet du second bassin.

Les moyens de prévention et d'intervention évoqués dans l'étude de dangers de la demande de renouvellement de la carrière sont mis en œuvre, et notamment :

- Les installations électriques sont entretenues en bon état et font l'objet de contrôles annuels en accord avec les prescriptions du titre « Électricité » du Code du travail.
- Une signalétique de danger électrique est mise en place de manière lisible à hauteur des principales zones à risques (armoires électriques).
- Des consignes de sécurité sont données au personnel d'exploitation (par voie orale et voie d'affichage) sur les actes de malveillance susceptibles de déclencher un départ d'incendie.
  - Ces consignes portent notamment sur :
    - L'interdiction d'approcher des points chauds ou de fumer à proximité des zones à risques.
    - L'interdiction de procéder à toute forme de brûlage au sein de l'exploitation.
    - Des signalétiques appropriées sont mises en place au niveau de chaque zone d'exploitation susceptible de présenter un risque.

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et, au minimum :

- Une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m<sup>3</sup> disponible et accessible en toute circonstance.
- Des extincteurs en nombre et en qualités adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des installations de traitement des matériaux ainsi qu'au niveau de la zone d'alimentation en carburant.

La réserve d'eau fait l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dans un délai de trois mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral.



---

## **7 – DÉCHETS**

---

### **7.1. PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE**

Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 94 relatif à l'exploitation de carrières.

Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.

### **7.2. GESTION DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE**

#### **7.2.1. Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation.

#### **7.2.2. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **7.2.3. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les Installations Classées.

### **7.3. ACCUEIL DE DÉCHETS INERTES EXTÉRIEURS**

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à raison d'un maximum 200 000 tonnes par an en vue du remblayage de la fosse dont 50 000 tonnes en vue du recyclage.

Ces matériaux sont déchargés sur une plateforme en vue d'un contrôle visuel puis servent au remblayage de la fosse.

L'exploitant peut recycler une partie de ces matériaux au sein des installations de transformation de la carrière.

La procédure d'accueil et de contrôle des matériaux inertes extérieurs doit être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

## **8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

### **8.1. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de SEVIGNAC et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché dans la mairie de SEVIGNAC pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor pendant une durée minimale d'un mois.

### **8.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires -- direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **8.3. EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le Directeur de l'Agence régionale de santé de Bretagne et l'inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de SEVIGNAC et à la société S.A.S CARRIERES DE GUITTERNEL.

Saint-Brieuc, le **- 8 NOV. 2024**  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire général,



David COCHU

---

## ANNEXES

---

**Annexe 1 :** Plan parcellaire sur fond cadastral

**Annexe 2 :** Registre parcellaire

**Annexe 3 :** Plans de phasage d'exploitation

**Annexe 4 :** Plan du circuit des eaux et mesures de limitation des impacts

**Annexe 5 :** Localisation des jauges de retombées de poussières pour le suivi des retombées atmosphériques totales

**Annexe 6 :** Localisation des sonomètres pour l'auto-surveillance des niveaux sonores sur les zones à émergences réglementées

**Annexe 7 :** Plan de remise en état

Vu pour être annexé  
à l'arrêté du

**- 8 NOV. 2024**

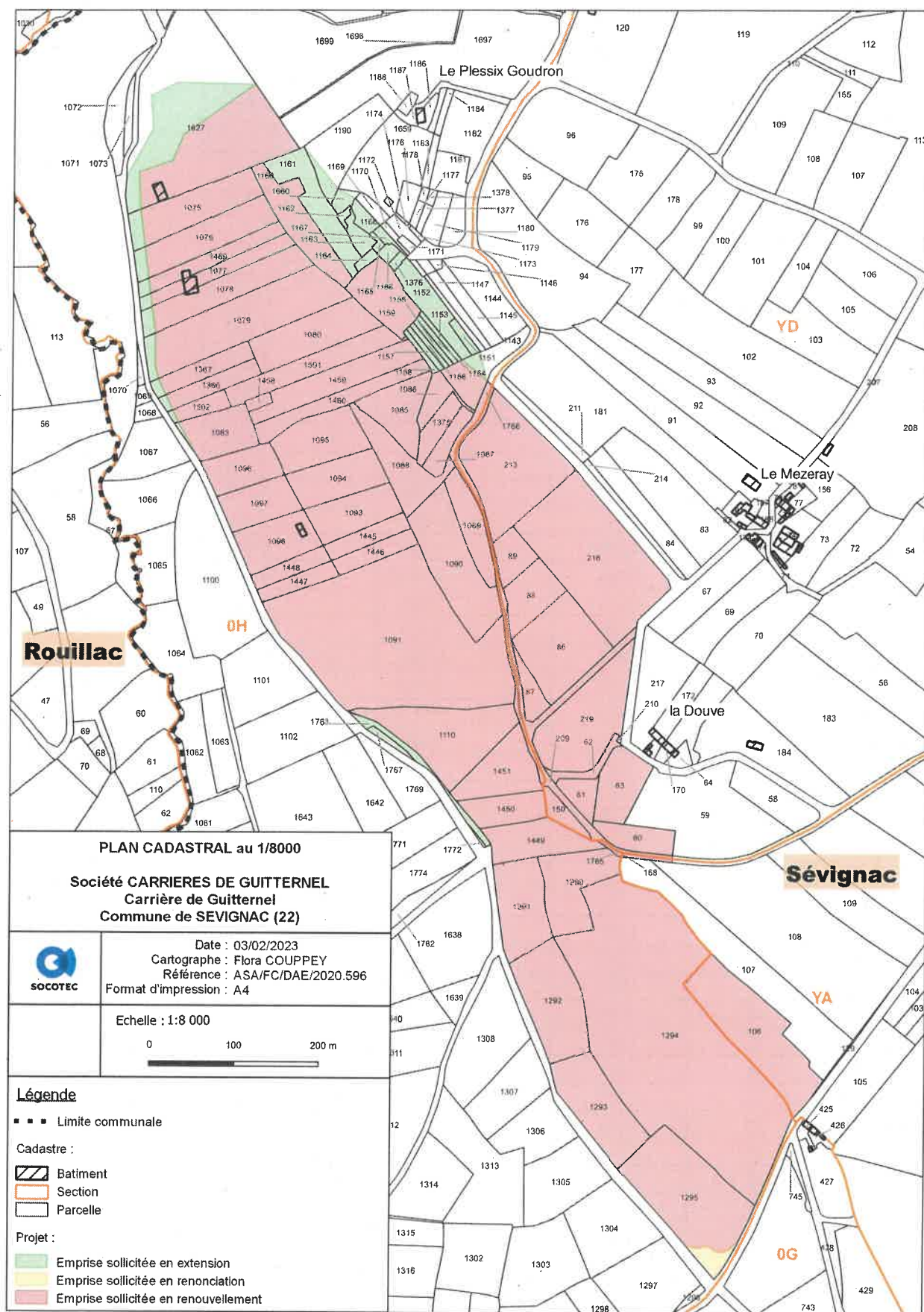
Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire général,



David COCHU

## Annexe 1 : Plan parcellaire sur fond cadastral



## Annexe 2 : Registre parcellaire

Parcellaire carrière de Guitternel				
Commune	Section	n° de parcelle	Surface totale des parcelles (m²)	Surface autorisée (m²)
SEVIGNAC	H	1075	6 075	6 075
	H	1076	6 075	6 075
	H	1077	3 037	3 037
	H	1078	5 980	5 980
	H	1079	12 140	12 140
	H	1080	6 090	6 090
	H	1083	4 150	4 150
	H	1085	4 320	4 320
	H	1086	1 430	1 430
	H	1087	1 650	1 650
	H	1088	4 595	4 595
	H	1089	3 380	3 380
	H	1090	8 270	8 270
	H	1091	35 850	35 850
	H	1093	4 340	4 340
	H	1094	4 720	4 720
	H	1095	5 525	5 525
	H	1096	3 650	3 650
	H	1097	3 760	3 760
	H	1098	5 020	5 020
	H	1110	9 460	9 460
	H	1143p	3 090	2 000
	H	1151	470	470
	H	1152	2 725	2 725
	H	1153	380	380
	H	1154	380	380
	H	1155	380	380
	H	1156	380	380
	H	1157	380	380
	H	1158	380	380
	H	1159	4 240	4 240
	H	1160	5 040	5 040
	H	1161	4 295	4 295
	H	1162	330	330
	H	1163	810	810
	H	1164	300	300
	H	1165	180	180
	H	1166	350	350
	H	1167	347	347
	H	1168	640	640
	H	1190p	5 105	670

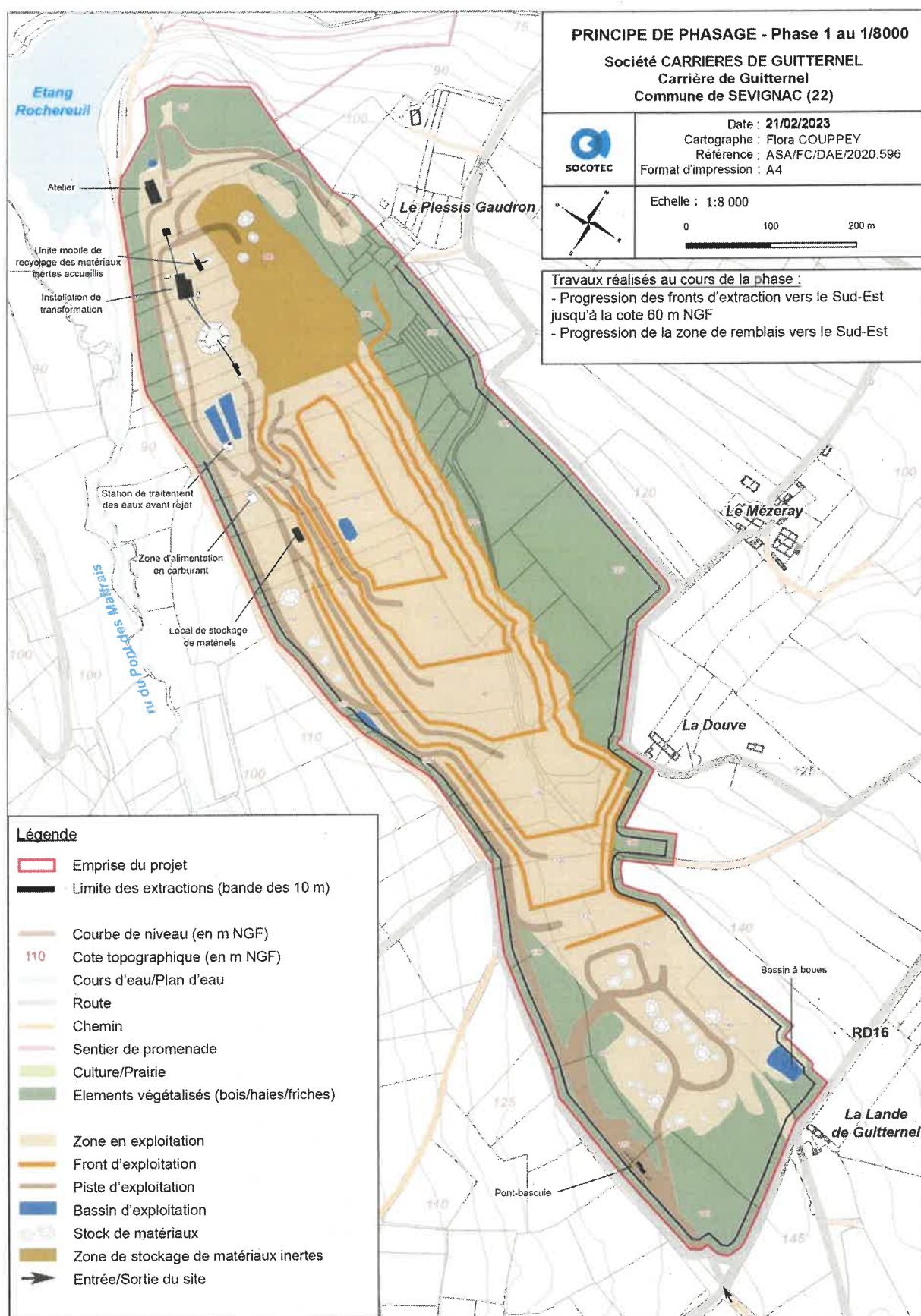


**Parcellaire carrière de Guitternel**

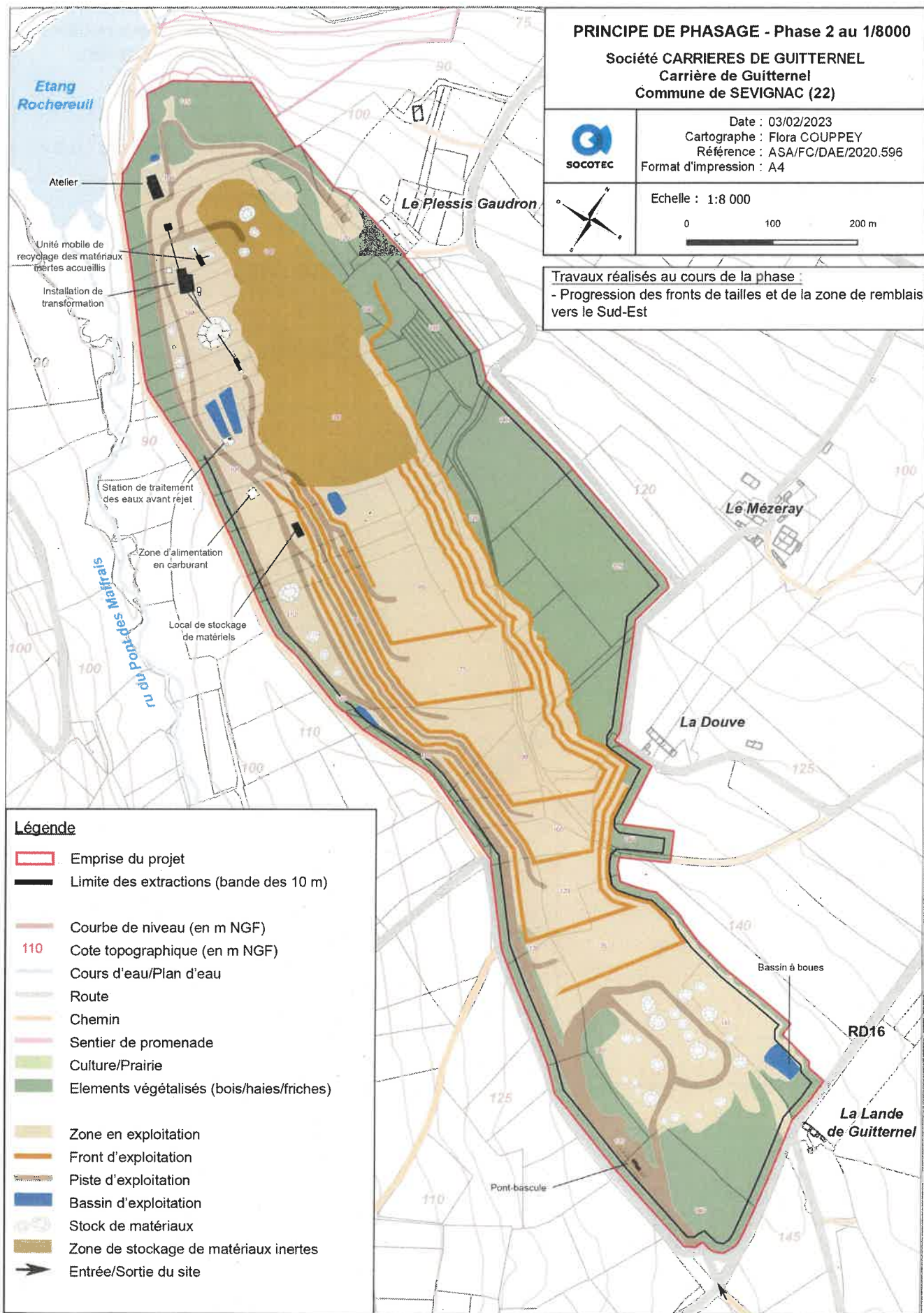
Commune	Section	n° de parcelle	Surface totale des parcelles (m²)	Surface autorisée (m²)
	H	1290	6 360	6 360
	H	1291	6 150	6 150
	H	1292	8 240	8 240
	H	1293	7 440	7 440
	H	1294	50 400	50 400
	H	1295p	13 500	12 150
	H	1366	2 553	2 553
	H	1367	2 807	2 807
	H	1375	1 650	1 650
	H	1376	223	223
	H	1445	2 030	2 030
	H	1446	2 030	2 030
	H	1447	1 730	1 730
	H	1448	1 730	1 730
	H	1449	5 000	5 000
	H	1450	2 635	2 635
	H	1451	5 055	5 055
	H	1458	400	400
	H	1459	5 785	5 785
	H	1460	4 351	4 351
	H	1469	3 037	3 037
	H	1501	4 820	4 820
	H	1502	1 270	1 270
	H	1627p	27 708	16 500
	H	1660p	551	440
	H	1763	1 246	1 246
	H	1765	131	131
	H	1766	1 926	1 926
	H	1767	363	363
	YA	106	11 180	11 180
	YA	168	257	257
	YD	60	2 650	2 650
	YD	61	1 570	1 570
	YD	62	1 020	1 020
	YD	63	4 120	4 120
	YD	86	8 360	8 360
	YD	87	1 460	1 460
	YD	88	3 590	3 590
	YD	89	2 040	2 040
	YD	150	1 200	1 200
	YD	209	4 262	4 262
	YD	213	12 339	12 339
	YD	216	18 438	18 438
	YD	219	9 645	9 645

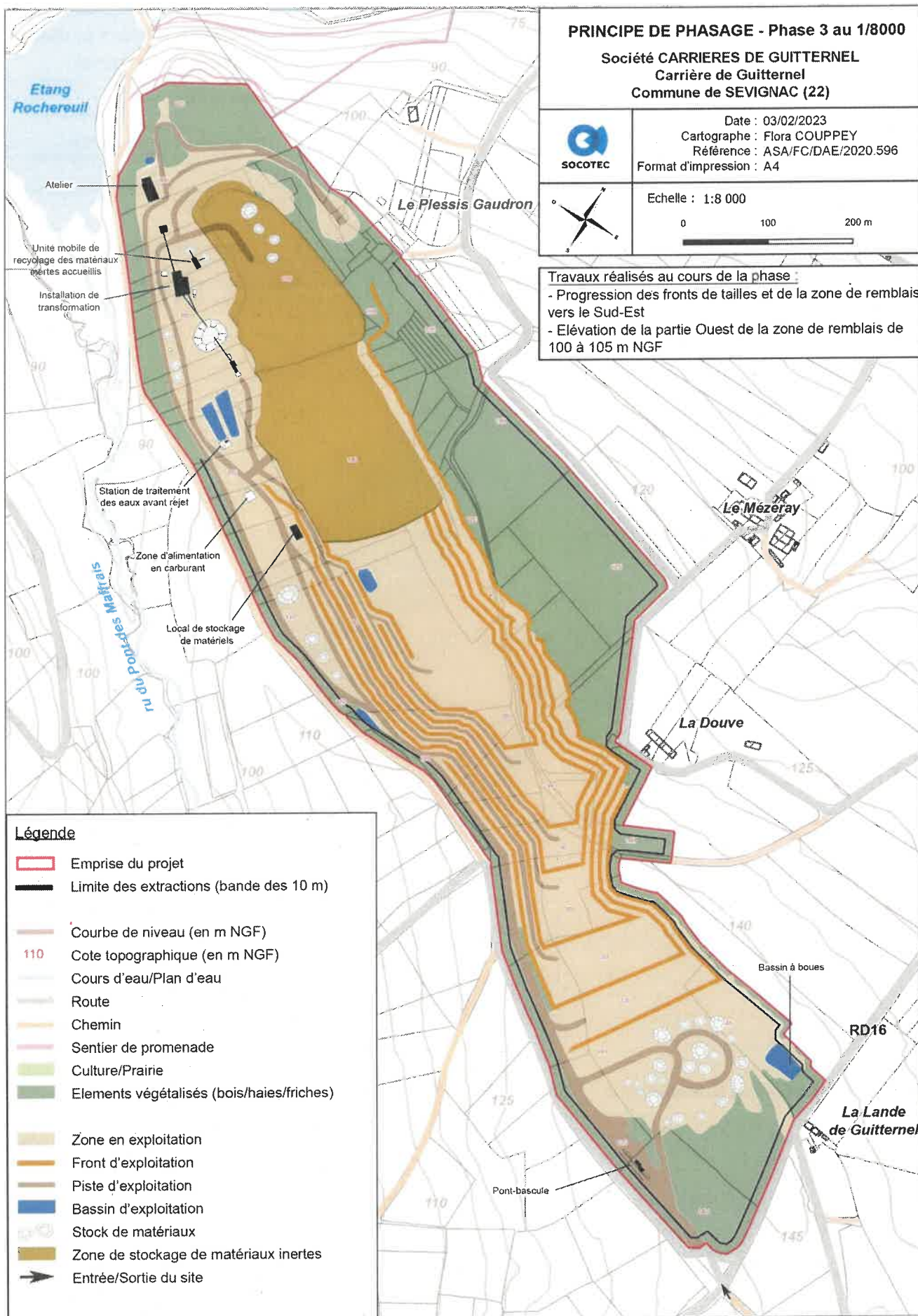
Total : 404 777

### Annexe 3 : Plans de phasage d'exploitation

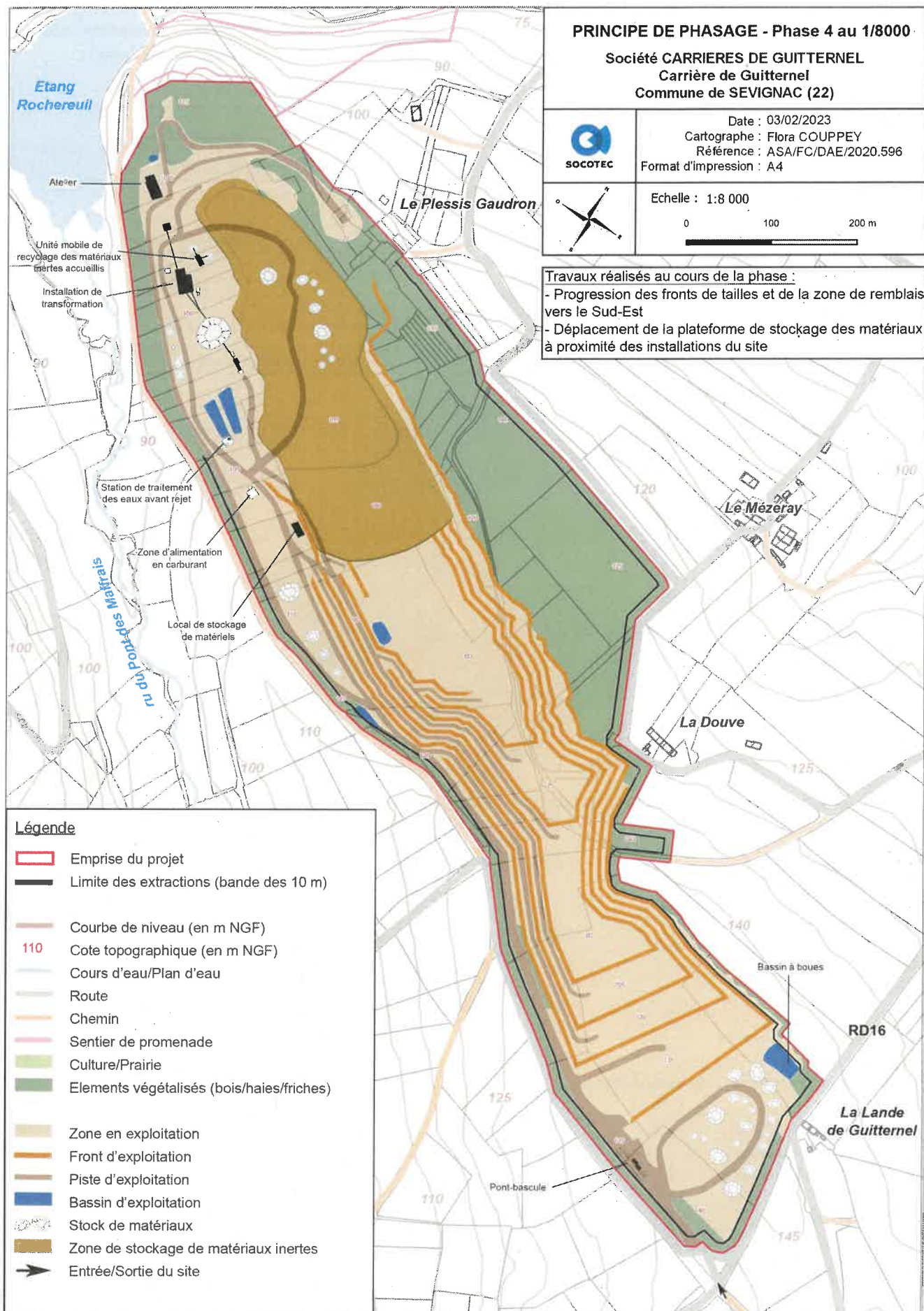


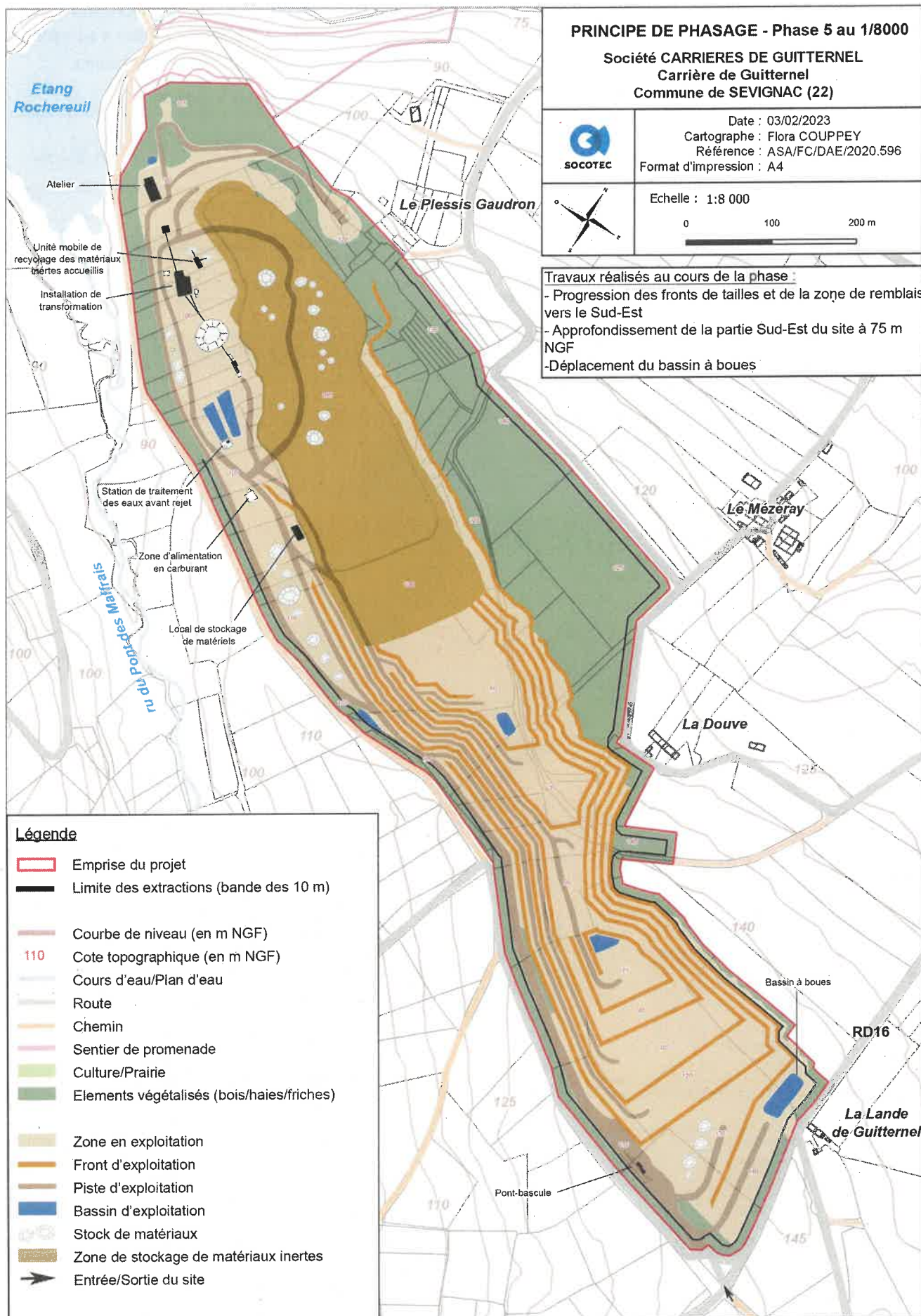




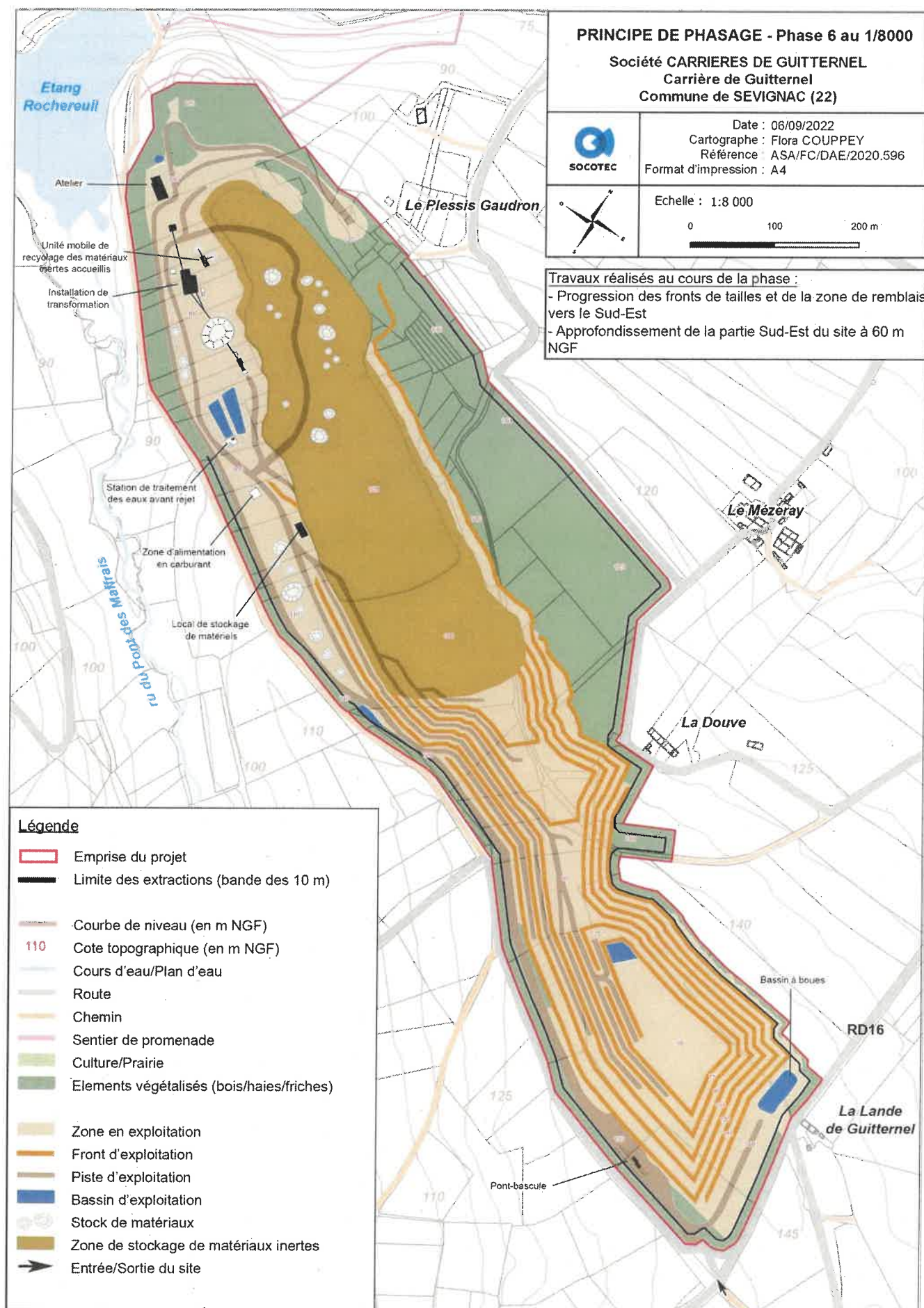




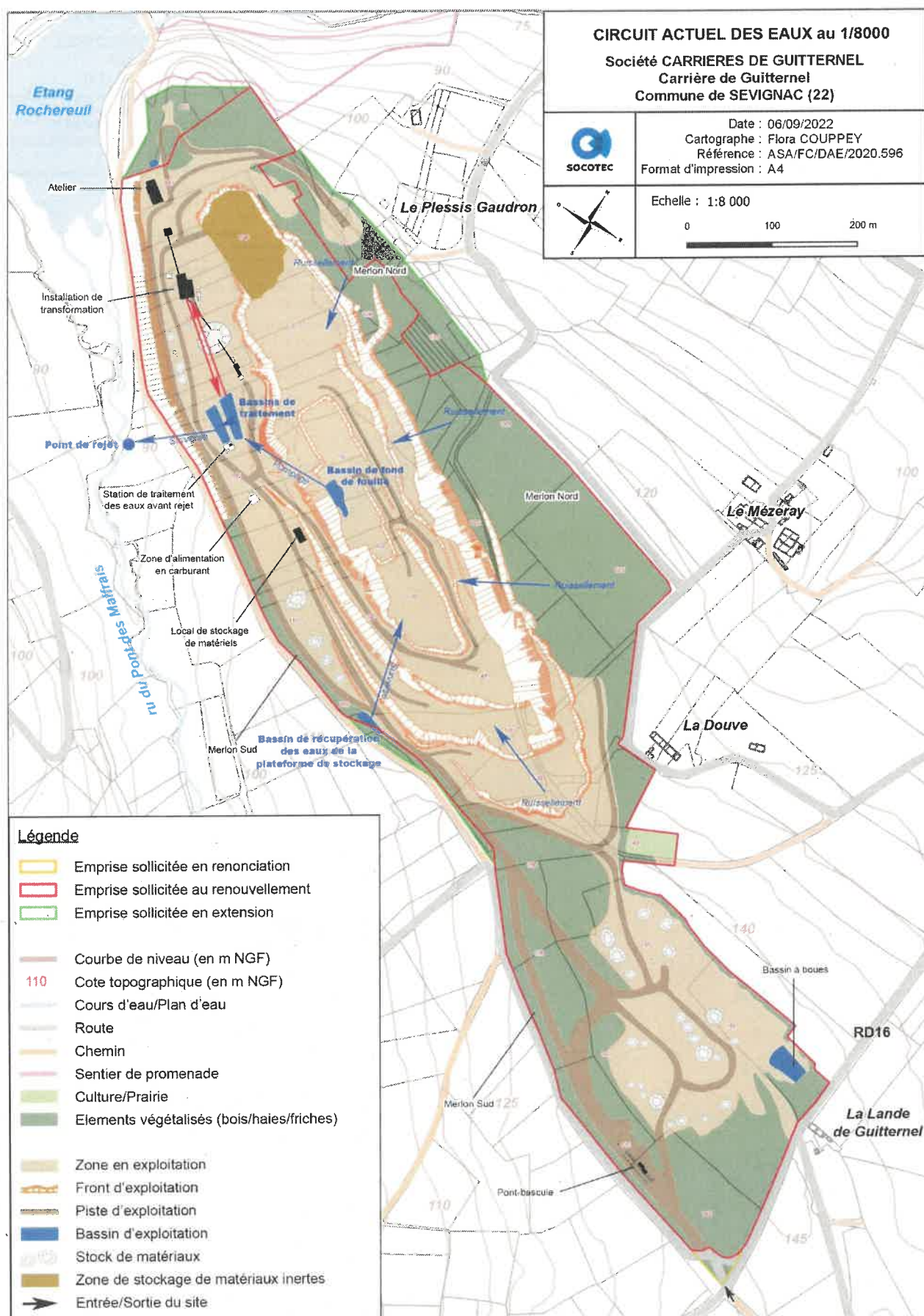








## Annexe 4 : Plan du circuit des eaux





## Annexe 5 : Localisation des jauges de retombées de poussières pour le suivi des retombées atmosphériques totales

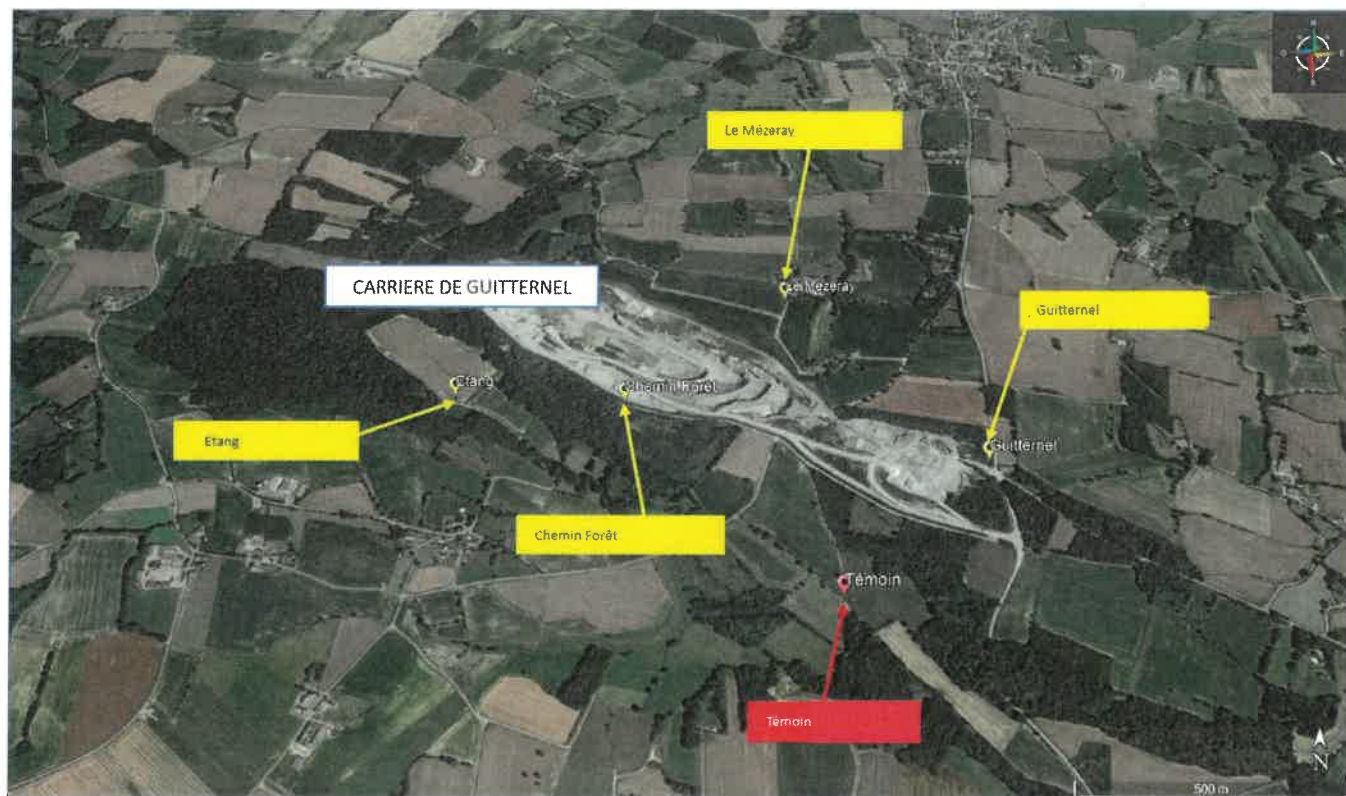
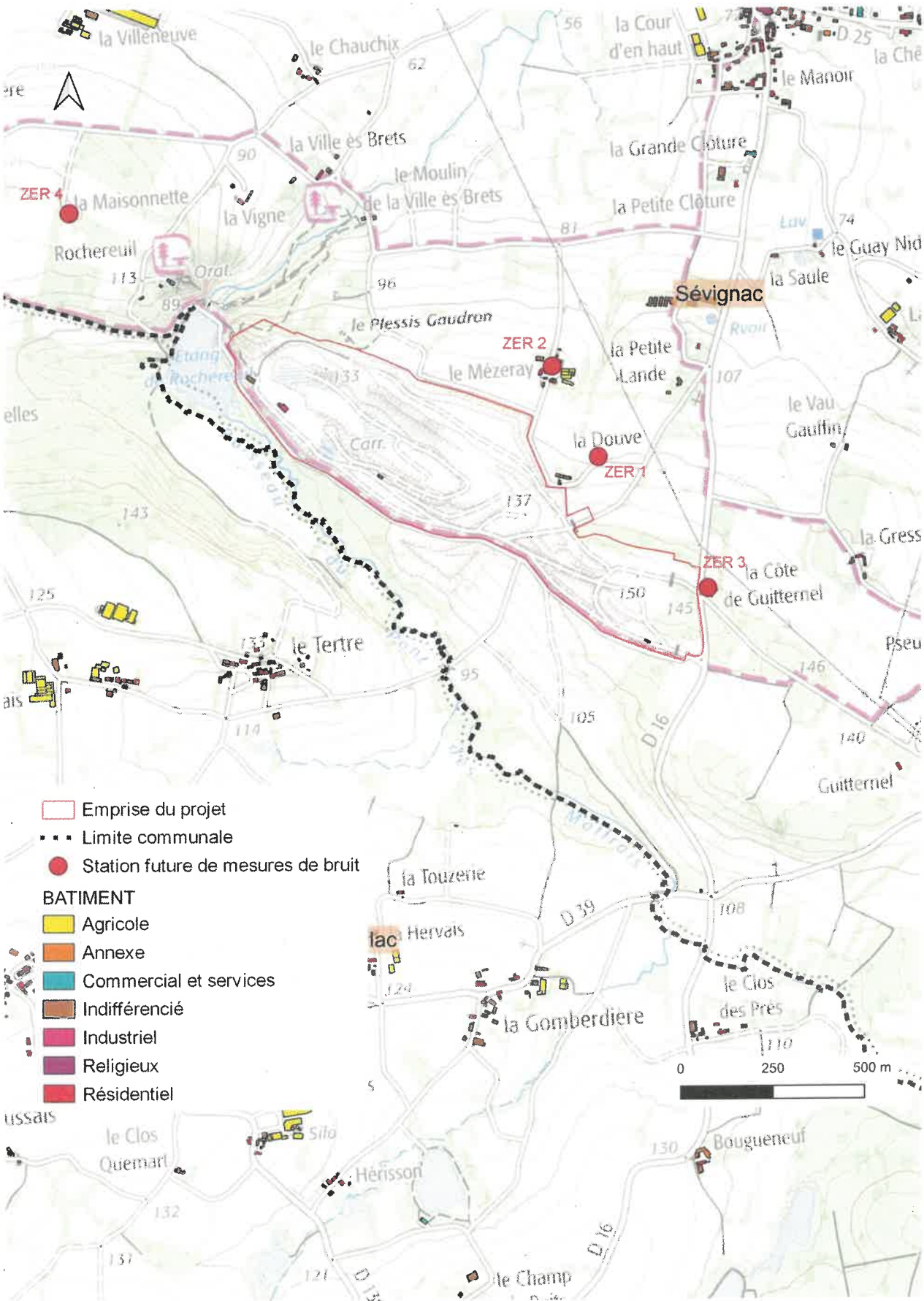


Figure 9 : Carte satellite des points de prélèvements autour du site

## Annexe 6 : Localisation des sonomètres pour l'auto-surveillance des niveaux sonores sur les zones à émergences réglementées





## Annexe 7 : Plan de remise en état

